

Marcel Gauchet, historien: «Macron a échoué sur tout»

écrit par Joël | 28 décembre 2018



Pour son « acte VI », la mobilisation des « gilets jaunes » a fortement baissé ce week-end, de près de moitié par rapport à la semaine précédente. L'historien Marcel Gauchet tire les premiers enseignements de ces semaines de contestation populaire.

Marcel Gauchet est historien et philosophe français, rédacteur en chef de la revue *Le Débat*. Pour lui, la crise des gilets jaunes reflète une énorme déception après l'élection d'Emmanuel Macron.

Le gouvernement a cédé aux gilets jaunes. La crise est finie ?

Je crains que les mesures prises ne soient que des pansements.

Beaucoup ont parlé d'une colère.

Mais c'est surtout une demande à l'égard du pouvoir qui s'est exprimée. Les gilets jaunes ont dit : « Améliorez notre sort. »

Mais comment fait-on ? On peut augmenter les salaires, mais au-delà ?

Qu'en est-il de la division internationale du travail ?

Du déclassement ? De ce point de vue, il n'y a aucune issue.

L'incompréhension s'est installée entre des parties entières de la société qui ne parlent plus le même langage.

Ce n'est plus une fracture sociale mais une fracture morale.

Vous êtes inquiet ?

Oui, sur la capacité de la France à trouver une réponse politique.

Il n'y a plus de consensus possible.

Le gouvernement d'Emmanuel Macron est durablement affecté.

Mais il n'y a pas d'alternative possible.

On est dans l'impasse.

Le pays est devenu ingouvernable.

Voilà déjà trente ans que vous étudiez les fractures françaises. Pourquoi est-ce aujourd'hui que cela explose ?

Au départ, il y a une cause : la projection des fractures globales liées à la mondialisation sur le territoire.

Des régions entières, frappées par la désindustrialisation, sont sinistrées. Tout cela s'est aggravé depuis trente ans.

Macron a été élu à cause de la décomposition du système politique déjà engendrée par ce phénomène profond.

Il a donné une expression au phénomène du discrédit des partis politiques.

Mais la déception est énorme.

Quelle en est la cause ?

Macron s'est fait élire en promettant d'écouter la société.

Mais il a fait exactement le contraire !

Macron a seulement pensé qu'il avait un déficit de crédibilité, alors il a voulu « faire » président.

Mais il fallait en même temps continuer une politique plus délibérative, tournée vers l'écoute des mécontentements et des frustrations.

Il a fait des choses...

Ce gouvernement a légiféré à une vitesse folle.

Mais à l'arrivée, les gens se sont dit : cela n'a rien à voir avec ce que l'on attendait.

Le gouvernement est dans les contradictions permanentes. Les réformes s'entrechoquent, mais aussi se contredisent.

C'est une politique incompréhensible.

Et les technocrates ne sont pas capables de l'expliquer.

Les Français n'attendent-ils pas trop du président ? Macron lui-même avait dit en campagne qu'il fallait une sorte de roi...

Mais il s'est trompé sur ce que l'on attendait d'un roi.

Un roi, ce n'est pas un manager, pas un patron de start-up qui secoue ses employés pour qu'ils travaillent dix-huit heures par jour pour que les Français, par effet d'entraînement, deviennent tous milliardaires !

Dans la tradition française, un roi, c'est un arbitre.

Quelqu'un qui est là pour contraindre les gouvernants à

écouter les gouvernés.

Quand les gens accusent Macron d'être le président des riches, ils lui reprochent surtout de ne pas être l'arbitre entre les riches et les pauvres.

La claque qu'il a reçue peut lui donner la sagesse qui lui a manqué dans l'exercice du pouvoir ?

Elle pourrait.

Elle devrait.

Il faut qu'il fasse à l'égard de lui-même la disruption qu'il voulait faire pour les autres.

Ce n'est pas exclu, il est jeune, plastique, pas enfermé dans des routines de pouvoir.

C'est ça qu'il faudrait : un appel à Macron pour changer.

Est-ce que ce n'est pas pour lui l'opportunité de faire les réformes de gauche qu'il avait promises après un début de mandat à droite ?

Il n'en a pas les moyens !

L'idée qu'en un an et demi, on peut réformer la France et ensuite redistribuer les fruits de la croissance, c'est du roman rose.

Les problèmes de ce pays sont si profonds qu'ils ne peuvent pas être résolus si vite.

Vous ne réformez pas l'économie, les institutions, l'école, l'hôpital en si peu de temps !

Sa promesse était démesurée. Le vrai problème de fond, c'est le cadre étroit dans lequel il inscrit son action.

Sarkozy, Hollande et Macron ont tous mené une politique de

l'offre, constituée autour de l'adhésion au cadre européen.

Mais le projet de changer l'Europe tout en redonnant à l'économie française son dynamisme et sa compétitivité perdue, c'est une folie.

Tant que l'on est dans ce schéma, toutes les politiques françaises sont vouées à l'échec.

Pourquoi ?

Parce que l'euro est surévalué par rapport aux capacités productives.

Alors l'appareil productif s'enfonce inexorablement.

Un abîme sépare l'économie française de l'économie allemande et même de l'économie du Nord de l'Italie.

Le pari économique est intenable.

Et l'idée d'une refondation de l'Europe dans un sens qui plairait aux Français est aussi une fiction.

Personne n'en veut. Macron a échoué sur tout.

Le premier échec date de l'été 2017, avec la négociation sur le travail détaché.

Si Macron avait réussi à arracher aux Européens une réforme significative, il aurait marqué un point décisif.

Mais il n'a obtenu que des micro-aménagements qui n'entreront en vigueur qu'en 2022.

En laissant filer le déficit, Macron a perdu ce qu'il lui restait de crédit en Europe ?

Macron a eu un succès d'estime, mais pas de capacité d'entraînement.

Mais paradoxalement sa faiblesse pourra peut-être faire bouger

les choses.

Le fait que la France fasse peur aux Européens peut être une meilleure arme que sa bonne volonté.

Car qu'arriverait-il s'il y avait un risque de Frexit ?

Qu'est-ce qu'il resterait de l'Europe ?

Si les autres Européens ont soudain très peur de ce qui se passe en France, peut-être que Macron obtiendra des concessions.

Les autres Européens n'ont pas plus envie que nous d'un scénario à l'italienne, avec une alliance Mélenchon-Le Pen.

Il n'est pas exclu que l'Europe évolue sous la pression d'un danger.

Le danger populiste est réel en France ?

Il y a une impasse française. Je ne vois pas de gouvernement dans le système politique classique qui puisse assumer.

C'est la conclusion un peu triste et désespérée à laquelle j'arrive.

Mais les populistes ne peuvent pas gouverner non plus.

Les gens ne sont pas fous.

Ils votent pour Marine Le Pen mais ils ne croient pas qu'elle puisse gouverner.

C'est une force de contestation, pas d'alternative. Comme Mélenchon.

Les gilets jaunes demandent un renouveau démocratique, notamment via le référendum d'initiative citoyenne...

Cette demande est compréhensible.

C'est le mouvement d'individualisation de la société qui conduit à une demande démocratique exacerbée.

Chacun veut se faire entendre pour son compte.

Mais c'est une demande à laquelle il est très difficile de répondre parce que c'est une demande d'écoute individuelle.

Il y aurait autant de référendums possibles que de citoyens.

Une démocratie plus directe, ce serait un danger ? Le système suisse est-il forcément mauvais ?

Non.

Le système helvétique, le plus ancien, repose sur une tradition particulière.

C'est un pays fédéral. Comme beaucoup de choses sont décidées par les cantons, il y a un besoin de cadre national. En France, ce ne serait pas un instrument adapté à la tradition politique.

Les perdants n'admettent jamais leur défaite.

Regardez ce qui s'est passé avec le référendum de 2005 sur la Constitution européenne.

Dans une démocratie, je considère qu'il y a deux Constitutions : la Constitution écrite et la Constitution non écrite, qui repose sur l'intelligence et la sagesse des gouvernants.

Ce n'est pas au peuple de dire ce qu'il veut quand il a désigné des gouvernants.

C'est aux gouvernants de comprendre les attentes des gouvernés et d'en tenir compte pour les traiter politiquement.

Un gouvernement décide, mais il doit organiser la discussion dans la société.

Le grand débat national, à partir de janvier, sera-t-il cette opportunité ?

J'ai des craintes car d'abord c'est une concession.

On dit aux gilets jaunes, vous n'êtes pas contents, alors on va vous donner un débat.

Mais ça va être le défouloir.

Normalement, le gouvernement fait des propositions qui sont discutées au parlement.

Mais dans ce parlement, on ne discute de rien.

Il y a quand même un motif d'espoir dans cette crise ?

J'en ai un petit.

Macron a réussi parce qu'il a proposé une issue à quelque chose qui était une vraie fatigue de la société française devant ses propres blocages.

Tout le monde en avait marre des réformes impossibles.

On peut penser que ça va être un réveil sur la nécessité pour les Français d'un diagnostic lucide sur leur situation réelle.

Qu'ils voient enfin tout ce qui ne va pas.

<https://www.lesoir.be/197266/article/2018-12-25/marcel-gauchet-historien-macron-echoue-sur-tout>

Note d'Antiislam

Fort bien : Macron a tout raté.

Tous les Français en sont conscients.

Mais tant que les intellectuels français, comme Gauchet,

n'auront pas le courage de désigner comme l'un des principaux problèmes qui nous ronge l'immigration et l'islamisation ... alors la colère de Français augmentera sans cesse.

Gauchet dit craindre un "défouloir" (sic) lors du débat que concédera au peuple sa majesté Macron.

Mais s'il y a un "défouloir" à craindre, c'est qu'il y a actuellement un REFOULEMENT massif, imposé par les élites, dont Gauchet nous donne un exemple dans cet entretien par son silence sur l'immigration-islamisation.

Oui, il y a des sujets, comme l'immigration, l'islamisation que les élites interdisent de seulement évoquer : cet ukase est totalement malsain.

Ce qu'il faut imposer, c'est que TOUS les sujets, absolument TOUS les sujets, qui préoccupent les Français actuellement soient mis sur la table.